



**GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION**

DE L'EXERCICE FINANCIER ET DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

EN DATE DU 22 FÉVRIER 2018

TABLE DES MATIÈRES

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	3
2. À propos de Colabor	4
2.1 Profil de la Société	4
2.2 Développements d'entreprise en 2017	6
2.3 Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir	8
3. Faits saillants de l'exercice terminé le 30 décembre 2017	9
4. Mesures de performance non conformes aux IFRS	10
5. Analyse de la performance	11
5.1 Résultat net	11
5.2 Situation financière	19
5.3 Flux de trésorerie	21
6. Résumé des derniers trimestres	23
7. Transactions entre parties liées	23
8. Événement postérieur à la date de clôture	24
9. Transactions hors bilan	24
10. Risques et incertitudes	24
11. Estimations et jugements importants	24
12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière	26
13. Normes, modifications et interprétations existantes qui ne sont pas encore en vigueur	26

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie de l'exercice financier et du quatrième trimestre se terminant le 30 décembre 2017. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et leurs notes annexes pour cette période. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB (IFRS). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes; les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre. Les exercices terminés le 30 décembre 2017 et le 31 décembre 2016 comptaient respectivement 16 et 17 semaines (ou 112 et 119 jours) pour le trimestre, et 52 et 53 semaines (ou 364 ou 371 jours) pour la période de douze mois.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est moins élevé en comparaison aux autres trimestres.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL » tandis que ses débentures convertibles se négocient sous le symbole « GCL.DB.A ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un distributeur et un grossiste de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires (restaurants, chaînes de restauration, hôtels et cafétérias) et celui du marché de détail (épicerie de petite surface, dépanneurs et poissons pour les supermarchés, etc.). Elle exerce présentement ses activités dans deux segments, soit le segment distribution et le segment grossiste, ainsi que dans trois régions géographiques : l'Ontario, le Québec et les Maritimes.

A. Segment Distribution

1. *Summit Foodservice (« Summit ») – division de l'Ontario :*

Summit distribue plus de 14 000 produits, depuis des entrepôts à Ottawa, à London et à Mississauga, à plus de 3 600 clients, incluant : (i) les entreprises Cara Limitées (ci-après « Cara »); (ii) d'autres chaînes de restauration; (iii) des restaurants indépendants; et (iv) des clients institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires.

Depuis la fermeture de l'entrepôt de Vaughan le 30 avril 2017, cette division compte environ 475 employés et 3 centres de distribution, dont les services administratifs de London. La superficie totale d'entreposage représente environ 345 000 pieds carrés.

Entrepôts	Superficie
Mississauga	127 961 pieds carrés
London	113 595 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Ottawa	103 460 pieds carrés (pouvant être agrandie)

Ces entrepôts sont certifiés HACCP. Ce terme signifie « Hazard Analysis Critical Control Point » en anglais ou « Analyse des dangers et maîtrise des points critiques » en français. La certification oblige à identifier les risques spécifiques, à déterminer des points de contrôle de ces risques et à définir des mesures préventives.

2. *Skor – Division « Libre-service » – division de l'Ontario :*

Cette division opère 4 magasins « libre-service » dans le sud de l'Ontario et offre plus de 10 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épicerie, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

3. *Colabor Distributeur Alimentaire (« CDA ») :*

CDA est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de la Mauricie, du Bas St-Laurent et de la Gaspésie, du Nouveau-Brunswick et de la Côte-Nord. CDA compte environ 430 employés, distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et à Rimouski, qui totalisent environ 303 000 pieds carrés. La clientèle, de près de 4 600 clients, se compose principalement de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients du commerce de détail. CDA offre une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

4. *Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref ») :*

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref exploite un centre de distribution d'environ 40 000 pieds carrés à Montréal et détient une certification HACCP et une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels et de poissonneries. Norref compte approximativement 180 employés.

5. *Viandes Lauzon (« Lauzon ») :*

Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces de Québec et d'Ontario et est un important distributeur des marques de bœuf de grande notoriété telles que Angus Pride et Sterling Silver. Lauzon est réputée, entre autres, pour ses produits, son expertise et pour un service à la fois efficace et souple aux secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du segment institutionnel. Lauzon mène ses activités dans une usine d'environ 68 000 pieds carrés située à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale. Cette division compte approximativement 105 employés.

B. Segment Grossiste

1. *Centre de distribution de Boucherville (« Boucherville ») :*

Les ventes de Boucherville sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaire dans les secteurs des services alimentaires et du commerce de détail pour la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

Boucherville exploite un centre de distribution d'environ 371 000 pieds carrés à Boucherville et compte approximativement 85 employés.

2. *Viandes Décarie (« Décarie ») :*

Décarie est un grossiste et un distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Décarie exploite un centre de distribution d'environ 27 000 pieds carrés, situé à Montréal, et a environ 50 employés. À titre de grossiste, cette division distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles que le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Les installations de Décarie sont certifiées HACCP et elle détient un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale.

2.2 Développements d'entreprise en 2017

Au cours de l'exercice 2017, les événements suivants ont eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société.

Réduction des frais financiers

La recapitalisation conclue en octobre 2016 a permis une réduction des charges financières de 4,4 M\$ pendant l'année 2017, soit une réduction de 36,8 %.

Investissements dans la force de vente au sein de créneaux porteurs

Dans le but de diversifier sa base de clientèle, et ainsi, de minimiser l'importance relative de chacun de ses clients, la Société a décidé d'investir en 2017 dans son segment de distribution, afin de bonifier sa force de vente auprès des restaurateurs indépendants de l'Ontario et du Québec. Cette initiative vise également à procurer une meilleure pénétration des marques privées de l'entreprise et une amélioration sensible des marges brutes.

Division Décarie

Depuis le quatrième trimestre de 2016, une intensification des pressions concurrentielles dans l'ensemble du secteur ont pesé sur les ventes et la rentabilité de la division Décarie. Afin de remédier à la situation, lors du second trimestre de 2017, Colabor a engagé les services de M. Derek Smith, l'ancien co-proprétaire de Viandes Décarie jusqu'à sa vente à Colabor. Monsieur Smith est responsable des ventes et de l'approvisionnement de la division Décarie. Il est un vétéran de l'industrie des viandes fraîches et son expertise en stratégie d'approvisionnement, de prix et de contrôle des inventaires, est mise à contribution dans le redressement de cette division.

Contrats d'approvisionnement

Au cours du premier trimestre de 2017, la division Norref a vu le renouvellement d'un important contrat d'approvisionnement en poissons et fruits de mer frais pour les magasins d'alimentation de Sobeys Québec inc. L'entente, d'une durée de trois ans, s'échelonne jusqu'en février 2020 et représente des ventes annuelles de 90 M\$ pour cette division.

Lors du troisième trimestre de 2017, et parallèlement à la mise en place d'initiatives visant à réévaluer son portefeuille de clients à la division Summit en Ontario, la Société a reçu un avis de terminaison de la part de Popeye's Louisiana Kitchen, un contrat représentant des revenus de plus de 40 M\$, et qui a pris effet le 13 novembre 2017. Colabor a également conclu une entente mutuelle avec Cara en vue de cesser d'approvisionner les restaurants de la bannière Montana's BBQ & Bar à compter du 1er avril 2018, un contrat qui représente des ventes annuelles d'un peu plus de 30 M\$.

Optimisation des activités en Ontario

En janvier 2017, la Société a annoncé son intention de procéder à la fermeture de son centre de distribution de Vaughan en Ontario (superficie d'environ 200 000 pieds carrés) à compter du 30 avril 2017. Ainsi, depuis cette date, Summit distribue ses produits depuis les trois entrepôts restants selon une nouvelle approche de distribution centrée sur la géographie plutôt que des regroupements par client.

En parallèle à l'optimisation de ses activités en Ontario, Colabor a procédé à une réévaluation de son portefeuille de clients afin d'atteindre un meilleur équilibre entre volume et marge de profit.

Ces initiatives devraient permettre de compenser la perte de volume de ventes en Ontario sur le profit marginal. La Société mise également sur les mesures suivantes afin d'atténuer les surcoûts d'opérations engendrés par la fermeture de Vaughan et optimiser davantage ses opérations en 2018:

- L'embauche de personnel dédié au développement des affaires dans le marché des indépendants
- L'optimisation des routes afin de diminuer les coûts de livraison

- La réduction de la taille du parc de matériel roulant
- L'optimisation des activités et de la configuration des entrepôts afin d'améliorer la productivité

Dans cette optique, la division de l'Ontario misera davantage sur la croissance du créneau des indépendants et des petites chaînes de restauration, où elle peut offrir un service différencié et des produits ayant une plus forte valeur ajoutée. C'est d'ailleurs dans ce segment où prospère CDA dans l'est du Québec.

Avis de cotisation du Ministère des Finances de l'Ontario

Au cours du troisième trimestre de 2017, Colabor a reçu un projet d'avis de cotisation (le "Projet") provenant du Ministère des Finances de l'Ontario en lien avec des activités commerciales concernant la vente de produits du tabac sur une réserve des Premières Nations. Ce Projet a donné lieu à la comptabilisation d'une provision pour Projet de cotisation aux états financiers intérimaires de la Société lors au troisième trimestre de 2017. Lors du quatrième trimestre, Colabor a reçu un avis de cotisation (l' "Avis") de 6,4 M\$ qui a été payé à même sa trésorerie, lors du quatrième trimestre. La Société a déposé subséquemment un avis d'opposition au Ministère des Finances de l'Ontario, tel que prévu dans la procédure. (Se référer à la section 5.1, au paragraphe "Frais non liés aux opérations courantes")

Nominations au conseil d'administration

Lors du premier trimestre, J. Michael Horgan a été nommé à titre d'administrateur et membre du comité d'audit de Colabor. Il comble ainsi le poste laissé vacant suite au départ de monsieur Gaétan Brunelle. Monsieur Horgan possède une vaste expérience de plusieurs décennies dans le domaine corporatif, principalement dans l'industrie des services contractuels.

Le 14 décembre 2017, la Société annonce la nomination de messieurs Denis Mathieu et Warren White à titre d'administrateurs de la Société, et de monsieur Raymond Paré en tant qu'administrateur et représentant du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec en remplacement de madame Élane Zakaïb. La Société avait précédemment annoncé, le 13 novembre 2017, la démission de monsieur Stéphane Gonthier, laquelle a pris effet en date du 31 décembre 2017. Ces nominations reflètent la volonté de Colabor d'augmenter la taille de son conseil d'administration et de maintenir une saine gouvernance.

Plan de succession à la haute direction de Colabor

Le 18 octobre 2017, monsieur Claude Gariépy, président et chef de la direction de Colabor, a informé le conseil d'administration de la Société de son intention de prendre sa retraite et de quitter son poste de président et chef de la direction le 2 mars 2018. M. Gariépy était en poste à ce titre depuis janvier 2012.

Après un rigoureux processus de recrutement, Colabor a annoncé, après la date de clôture de l'exercice financier, le 5 février 2018, la nomination de monsieur Lionel Ettegui au poste de président et chef de la direction. M. Ettegui a occupé, pendant plus de 6 ans, la fonction de président et chef des opérations de la division boulangerie de Saputo, principalement les gâteaux Vachon, où il a su opérer un virage opérationnel impressionnant et ramener une profitabilité élevée à cette opération. Tel qu'annoncé précédemment, M. Claude Gariépy quittera l'entreprise en date du 2 mars 2018, après une période de transition et soutien à M. Ettegui.

2.3 Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir

Situation économique actuelle

Colabor a des activités commerciales dans l'Est du Canada, au Québec et en Ontario. Depuis le début de l'année, la situation économique au Québec a continué de démontrer des signes d'un regain. La réduction soutenue du taux de chômage s'est traduite par une amélioration des dépenses discrétionnaires des ménages, permettant ainsi une croissance dans les secteurs tertiaires, dont les commerces de détail et la restauration.

Colabor a établi son plan d'affaires, qui est décrit ci-dessous, et croit que la situation actuelle pourrait lui apporter encore des occasions d'affaires qu'elle est prête à analyser avec l'objectif d'accroître la valeur de la Société au bénéfice de ses actionnaires.

Stratégies de développement

La direction de la Société croit qu'il existe d'importants axes servant à accroître sa pénétration dans le domaine des services alimentaires au Canada.

Le marché de la distribution des services alimentaires est encore très morcelé dans l'Est du Canada. Cette situation donne l'opportunité à Colabor d'augmenter de façon significative sa part de marché dans les régions géographiques où elle est déjà présente.

Tel que décrit précédemment, afin de diversifier sa base de clientèle et minimiser l'importance relative de chacun des clients, des investissements ont été faits dans la force de vente afin d'augmenter la visibilité auprès des restaurateurs indépendants et de favoriser une meilleure pénétration des marques privées de l'entreprise. Cette initiative pourrait également bénéficier les divisions de produits spécialisés Norref et Lauzon.

C'est dans ce sens qu'en octobre 2016, au même moment que l'opération de recapitalisation, la Société s'est dotée d'une option d'achat, pouvant être exercée au gré de la Société, pour l'acquisition de Dubé & Loiselle inc. d'une durée de 3 ans. Dubé & Loiselle inc. est un distributeur alimentaire présentant une vision novatrice du marché alimentaire québécois.

Perspectives d'avenir

Bien que l'entreprise prévoit se concentrer d'abord sur sa croissance organique en 2018, étant donné sa faible part de marché dans certaines régions métropolitaines importantes du Canada telles Toronto et Montréal, certaines opportunités d'acquisition permettraient à la Société d'augmenter de façon importante ses ventes, son pouvoir d'achat et sa capacité de générer des économies de coûts avec l'objectif d'augmenter son bénéfice net.

3. Faits saillants de l'exercice terminé le 30 décembre 2017

3.1 Résultats saillants du quatrième trimestre de 2017

- Réduction des ventes de 7,2% résultant principalement de la perte du contrat d'approvisionnement pour la chaîne de restauration Popeye's Louisiana Kitchen en Ontario, et du maintien de pressions concurrentielles à la division Décarie amorcée au quatrième trimestre de 2016. En normalisant pour le nombre de jours dans la période, les ventes comparatives sont en baisse de 2,9 %⁽¹⁾.
- Réduction du BAIIA ajusté à 7,1 M\$ par rapport à 9,1 M\$ principalement due à la perte de volume des ventes.
- Réduction des charges financières de l'ordre de 1,0 M\$, soit une diminution de 31,3%.
- Amélioration du résultat net qui se chiffre à 0,5 M\$ (ou 0,00 \$ par action) en hausse par rapport à un résultat net négatif de 0,2 M\$ (ou 0,00 \$ par action) lors du trimestre précédent.
- Augmentation de la profitabilité des activités de la division CDA, qui mise davantage sur les restaurants indépendants, ainsi que de la division Décarie suite aux efforts de redressement mis en place par le nouveau leadership de cette division.

3.2 Résultats saillants de l'année 2017

- Réduction des ventes de 5,7%, conséquence de la perte de contrats historique en Ontario et du maintien de pressions concurrentielles à la division Décarie amorcée au quatrième trimestre de 2016. En normalisant pour le nombre de jours dans la période, les ventes comparatives sont en baisse de 4,4 %⁽¹⁾.
- Réduction du BAIIA ajusté à 24,7 M\$ par rapport à 30,3 M\$ résultant principalement de la perte de volume des ventes ainsi que des coûts d'opération élevés en Ontario et à la division Décarie, partiellement compensé par une bonne performance de la division CDA.
- Réduction des charges financières de l'ordre de 4,4 M\$, soit une diminution de 36,8%.
- Résultat net négatif de 18,6 M\$ (ou une perte de 0,18 \$ par actions), en baisse par rapport à un résultat net de 0,3 M\$ (ou 0,01 \$ par actions) en 2016, principalement suite à l'effet des éléments suivants survenus en 2017:
 - la perte de valeur sur actifs sans incidence sur la trésorerie de 16,4 M\$ enregistrée au troisième trimestre de 2017;
 - l'augmentation des frais non-liés aux opérations courantes de 8,3 M\$ dont la presque totalité provient du paiement d'environ 6,4 M\$ portant sur l'avis de cotisation du Ministère des Finances de l'Ontario reçu au troisième trimestre et de frais reliés à la fermeture du centre de distribution de Vaughan en Ontario .

⁽¹⁾ Se référer à la section 5.1 aux tableaux des ventes comparables faisant part des ajustements considérant que la période comparative ne contient pas le même nombre de jours que la période courante. Il y a eu 16 et 52 semaines lors du quatrième trimestre et de l'année terminés le 30 décembre 2017, comparativement à 17 et 53 semaines pour le quatrième trimestre et l'année terminés le 31 décembre 2016.

4. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

Par exemple, la Société utilise la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements, frais non liés aux opérations courantes et impôts sur les bénéfices (BAIIA ajusté), libellé aux états financiers sous le nom « Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ». Le BAIIA ajusté découle du BAIIA défini par la communauté financière comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements tel qu'il est présenté dans le tableau ci-dessous. Le BAIIA n'a pas d'équivalent aux états financiers de la Société. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(non audités, en milliers de dollars)

	Trimestre			Annuel		
	2017 112 jours \$	2016 119 jours \$	Écart \$	2017 364 jours \$	2016 371 jours \$	Écart \$
Résultat net	509	(160)	669	(18 592)	323	(18 915)
Charge (recouvrement) d'impôts	438	526	(88)	(554)	1 186	(1 740)
Charges financières	2 249	3 273	(1 024)	7 571	11 973	(4 402)
Dépréciation de l'actif disponible à la vente	224	—	224	224	—	224
Amortissements	3 637	3 514	123	11 271	11 509	(238)
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	—	—	—	16 440	—	16 440
BAIIA	7 057	7 153	(96)	16 360	24 991	(8 631)
Frais non liés aux opérations courantes	—	1 939	(1 939)	8 297	5 276	3 021
BAIIA ajusté	7 057	9 092	(2 035)	24 657	30 267	(5 610)

5. Analyse de la performance

5.1 Résultat net

Le tableau qui suit décrit les états consolidés du résultat du quatrième trimestre :

États consolidés du résultat

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2017		2016		Écart	
	112 jours		119 jours			
	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes	401 557	100,00	432 543	100,00	(30 986)	(7,16)
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	394 500	98,24	423 451	97,90	(28 951)	(6,84)
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	7 057	1,76	9 092	2,10	(2 035)	(22,38)
Frais non liés aux opérations courantes	—	0,00	1 939	0,45	(1 939)	(100,00)
Amortissements	3 637	0,91	3 514	0,81	123	3,50
	3 637	0,91	5 453	1,26	(1 816)	(33,30)
Résultat opérationnel	3 420	0,85	3 639	0,84	(219)	(6,02)
Dépréciation de l'actif disponible à la vente	224	0,06	—	—	224	100,00
Charges financières	2 249	0,56	3 273	0,76	(1 024)	(31,29)
Résultat avant impôts	947	0,24	366	0,08	581	158,74
Charge (recouvrement) d'impôts	438	0,11	526	0,12	(88)	(16,73)
Résultat net	509	0,13	(160)	(0,04)	669	(418,13)
Résultat net de base et dilué par action	0,00		0,00			

Le résultat net du quatrième trimestre de 2017 est en hausse de 0,7 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'année précédente et correspond à un résultat net de 0,5 M\$. Cette amélioration provient de la réduction des frais non-liés aux opérations de 1,9 M\$ et de la réduction du niveau des charges financières de l'ordre de 1,0 M\$ suite à l'opération de recapitalisation conclue en octobre 2016.

Le résultat net de base et dilué par action s'est établi à 0,00 \$ par action et comparable au quatrième trimestre de 2016. L'émission de droits complétée dans le cadre de l'opération de recapitalisation a porté le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période à 102 074 318 comparativement à 76 984 657 lors du trimestre équivalent de 2016.

Le tableau qui suit décrit les états consolidés du résultat cumulé :

États consolidés du résultat cumulé

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2017		2016		Écart	
	364 jours		371 jours			
	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes	1 319 450	100,00	1 399 435	100,00	(79 985)	(5,72)
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	1 294 793	98,13	1 369 168	97,84	(74 375)	(5,43)
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	24 657	1,87	30 267	2,16	(5 610)	(18,54)
Frais non liés aux opérations courantes	8 297	0,63	5 276	0,38	3 021	57,26
Amortissements	11 271	0,85	11 509	0,82	(238)	(2,07)
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	16 440	1,25	—	—	16 440	100,00
	36 008	2,73	16 785	1,20	19 223	114,52
Résultat opérationnel	(11 351)	(0,86)	13 482	0,96	(24 833)	(184,19)
Dépréciation de l'actif disponible à la vente	224	0,02	—	—	224	100,00
Charges financières	7 571	0,57	11 973	0,86	(4 402)	(36,77)
Résultat avant impôts	(19 146)	(1,45)	1 509	0,11	(20 655)	(1 368,79)
Charge (recouvrement) d'impôts	(554)	(0,04)	1 186	0,08	(1 740)	(146,71)
Résultat net	(18 592)	(1,41)	323	0,02	(18 915)	(5 856,04)
Résultat net de base et dilué par action	(0,18)		0,01			

Le résultat net cumulé de la période se terminant le 30 décembre 2017 s'est établi à (18,6) M\$ comparativement à 0,3 M\$ pour la période correspondante de l'année précédente, soit une réduction de 18,9 M\$. La perte de valeur sur actifs sans incidence sur la trésorerie de 16,4 M\$ constatée lors du troisième trimestre, combiné à l'augmentation des frais non liés aux opérations provenant principalement de l'effet d'une cotisation de 6,4 M\$ au Ministère des Finances de l'Ontario également constatée lors du troisième trimestre, et de frais liés à la fermeture de l'entrepôt de Vaughan, ont pesé sur le résultat net cumulé. La diminution des ventes de l'ordre de 5,7 % et l'augmentation des charges opérationnelles en pourcentage par rapport aux ventes, ont également contribué à cet écart. La réduction des charges financières de l'ordre de 4,4 M\$ depuis le début de l'année et le renversement d'une provision de 0,8 M\$ reliée au programme de maintien en poste de la haute direction lors du second trimestre ont contribué à alléger la perte nette.

Le résultat net cumulatif de base et dilué par action s'est établi à (0,18) \$ par action comparativement à un résultat net de 0,01 \$ par action lors de la période équivalente de 2016. L'émission de droits complétée dans le cadre de l'opération de recapitalisation a porté le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période à 102 074 277 comparativement à 43 534 499 lors de la période équivalente de 2016.

Ventes sectorielles du quatrième trimestre

(non audités, en milliers de dollars)

	2017	2016	Écart	
	112 jours	119 jours	\$	%
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	301 454	324 495	(23 041)	(7,10)
Segment Grossiste	129 533	145 059	(15 526)	(10,70)
	430 987	469 554	(38 567)	(8,21)
Ventes inter-segments				
Segment Distribution	3 783	5 686	(1 903)	(33,47)
Segment Grossiste	25 647	31 325	(5 678)	(18,13)
	29 430	37 011	(7 581)	(20,48)
Ventes consolidées				
Segment Distribution	297 671	318 809	(21 138)	(6,63)
Segment Grossiste	103 886	113 734	(9 848)	(8,66)
	401 557	432 543	(30 986)	(7,16)

Ventes comparables: ajustements aux fins de comparaison pour sept jours

Étant donné que la période comparative n'est pas composée du même nombre de jours que la période courante, les ajustements ci-bas sont nécessaires.

	Segment Distribution				Segment Grossiste				Consolidés			
	2017		2016		2017		2016		2017		2016	
	112 jours	119 jours	Écart	%	112 jours	119 jours	Écart	%	112 jours	119 jours	Écart	%
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Ventes totales	297 671	318 809	(21 138)	(6,6)	103 886	113 734	(9 848)	(8,7)	401 557	432 543	(30 986)	(7,2)
Ajustement pour 7 jours	—	(15 241)	15 241	(100,0)	—	(3 950)	3 950	(100,0)	—	(19 191)	19 191	(100,0)
Ventes comparables	297 671	303 568	(5 897)	(1,9)	103 886	109 784	(5 898)	(5,4)	401 557	413 352	(11 795)	(2,9)

Les ventes consolidées ont atteint 401,6 M\$ comparativement à 432,5 M\$ lors du trimestre équivalent de l'année précédente, soit une diminution de 7,2 %. Les ventes du quatrième trimestre de l'exercice 2017 ne sont pas entièrement comparables à celle de l'année 2016 en raison du nombre inférieur de semaines par rapport à l'année précédente, soit 16 semaines au quatrième trimestre de 2017 contre 17 au trimestre comparatif de 2016. En normalisant pour le nombre de semaines, les ventes consolidées sont en baisse de 2,9 %.

La décroissance de 6,6 % des ventes du segment Distribution, ou de 1,9 % en ajustant pour le nombre de semaines, provient surtout de la division de l'Ontario, suite à la perte d'un contrat important, et partiellement mitigé par une croissance stable qui se poursuit à la division Norref.

La décroissance de 8,7 % des ventes du segment Grossiste, ou de 5,4 % en ajustant pour le nombre de semaines, provient principalement de la division Décarie, où le repli des ventes de 19 % s'est poursuivi dans le contexte de l'augmentation des pressions concurrentielles amorcées depuis le quatrième trimestre de 2016, accompagné d'une baisse de volume à la division de Boucherville.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles cumulatives :

Ventes sectorielles cumulatives

(non audités, en milliers de dollars)

	2017	2016	Écart	
	364 jours	371 jours	\$	%
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	1 007 199	1 060 706	(53 507)	(5,04)
Segment Grossiste	413 009	458 622	(45 613)	(9,95)
	1 420 208	1 519 328	(99 120)	(6,52)
Ventes inter segments				
Segment Distribution	11 880	18 924	(7 044)	(37,22)
Segment Grossiste	88 878	100 969	(12 091)	(11,97)
	100 758	119 893	(19 135)	(15,96)
Ventes consolidées				
Segment Distribution	995 319	1 041 782	(46 463)	(4,46)
Segment Grossiste	324 131	357 653	(33 522)	(9,37)
	1 319 450	1 399 435	(79 985)	(5,72)

Ventes comparables: ajustements aux fins de comparaison pour sept jours

Étant donné que la période comparative n'est pas composée du même nombre de jours que la période courante, les ajustements ci-bas sont nécessaires.

	Segment Distribution				Segment Grossiste				Consolidés			
	2017		2016		2017		2016		2017		2016	
	364 jours	371 jours	Écart		364 jours	371 jours	Écart		364 jours	371 jours	Écart	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Ventes totales	995 319	1 041 782	(46 463)	(4,5)	324 131	357 653	(33 522)	(9,4)	1 319 450	1 399 435	(79 985)	(5,7)
Ajustement pour 7 jours	—	(15 241)	15 241	(100,0)	—	(3 950)	3 950	(100,0)	—	(19 191)	19 191	(100,0)
Ventes comparables	995 319	1 026 541	(31 222)	(3,0)	324 131	353 703	(29 572)	(8,4)	1 319 450	1 380 244	(60 794)	(4,4)

Les ventes cumulatives ont atteint 1 319,5 M\$ comparativement à 1 399,4 M\$ lors de la période correspondante de l'année précédente, soit une diminution de 5,7 %. Les ventes de l'exercice 2017 ne sont pas entièrement comparables à celle de l'année 2016 en raison du nombre inférieur de semaines par rapport à l'année précédente, soit 52 semaines pour l'année 2017 contre 53 lors de l'année 2016. En normalisant pour le nombre de semaines, les ventes consolidées seraient plutôt en baisse de 4,4 %.

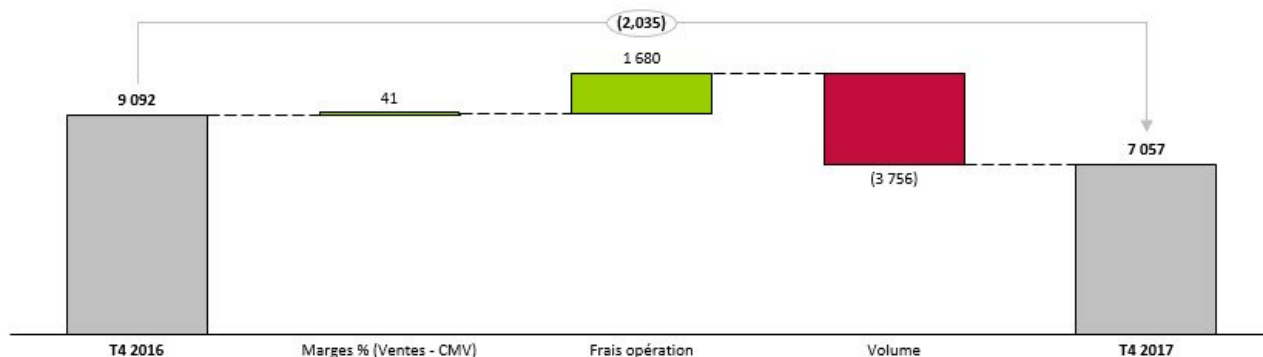
La décroissance de 4,5 % des ventes cumulatives du segment Distribution, ou de 3,0 % en ajustant pour le nombre de semaines, provient principalement de la division de l'Ontario en raison de la perte historique de contrats, et partiellement mitigé par une croissance stable qui se poursuit à la division Norref.

Les ventes cumulatives du segment Grossiste sont en baisse de 9,4 %, ou de 8,4 % en ajustant pour le nombre de semaines, par rapport au dernier exercice. Cette baisse provient en grande majorité de la division Décarie, où le repli des ventes de 20,3% au courant de l'année 2017 est en partie attribuable à l'intensification de la compétition.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (BAIIA ajusté)

Analyse du BAIIA ajusté du quatrième trimestre :

(non audités, en milliers de dollars)



Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre de 2017 a atteint 7,1 M\$ ou 1,8 % des ventes comparativement à 9,1 M\$ ou à 2,1 % pour la même période en 2016. La variation s'explique entre autres par les éléments suivants:

- Une réduction du volume des ventes provenant principalement de la perte de contrat historique en Ontario et de l'environnement plus compétitif pour la division Décarie.
- Une période courante comportant sept jours de moins que la période comparative de 2016.

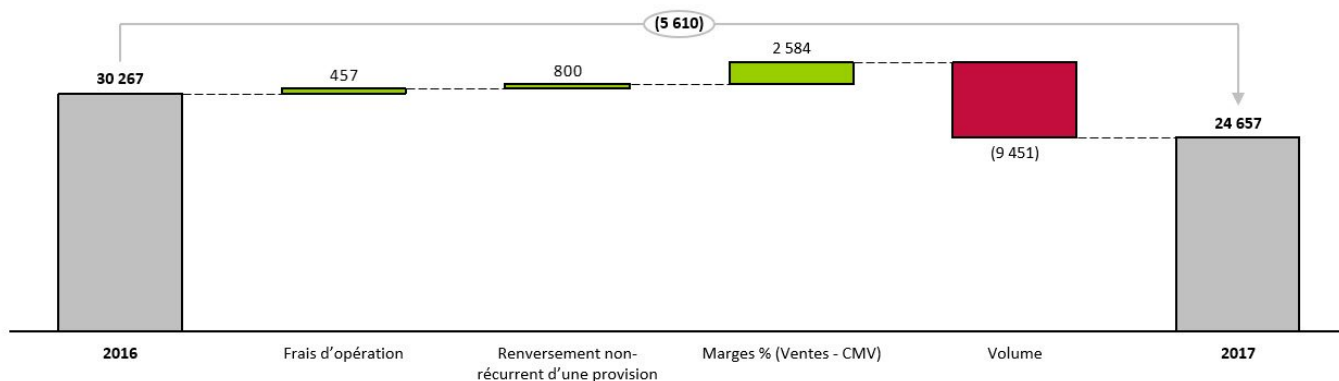
Compensés par:

- Une réduction des frais d'opération auprès de la majorité des divisions provenant de la réduction du niveau des ventes.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (BAIIA ajusté)

Analyse du BAIIA ajusté cumulatif :

(non audités, en milliers de dollars)



Le BAIIA ajusté cumulatif de l'exercice a atteint 24,7 M\$ ou 1,9 % des ventes comparativement à 30,3 M\$ ou 2,2 % des ventes pour la même période en 2016. Cette variation s'explique entre autres par :

- Une réduction du volume des ventes provenant principalement de la perte de contrats historique en Ontario et d'un environnement plus compétitif pour la division Décarie.
- L'effet d'un exercice comportant sept jours de moins que la période comparative en 2016.

Mitigée par :

- Une croissance des marges en pourcentage des ventes suite aux efforts d'amélioration des processus d'approvisionnement, provenant principalement des divisions CDA et Décarie, et dans une moindre mesure, à Boucherville et Lauzon.
- Le renversement non-récurrent d'une provision de 0,8 M\$ lors du second trimestre.
- Des frais d'opération inférieurs en raison de la baisse du volume des ventes.

Frais non liés aux opérations courantes

La note 4 des états financiers donne un sommaire des frais non liés aux opérations courantes. Ce poste de l'état du résultat comprend des éléments inhabituels.

(non audités, en milliers de dollars)

	Trimestre		Annuel	
	2017	2016	2017	2016
	112 jours	119 jours	364 jours	371 jours
	\$	\$	\$	\$
Frais liés à la cotisation de tabac ^(a)	—	—	6 500	—
Restructuration interne des opérations				
Frais pour fermeture d'entrepôt	—	850	1 484	850
Primes de séparation et autres	—	300	125	3 637
Allocations de retraite	—	626	174	626
Variations des provisions pour contrats déficitaires	—	(115)	14	(115)
Autres	—	278	—	278
	—	1 939	8 297	5 276

^(a) Frais liés à la cotisation de tabac

Au cours du troisième trimestre de 2017, Colabor a reçu un projet d'avis de cotisation (le "Projet") provenant du Ministère des Finances de l'Ontario en lien avec des activités commerciales concernant la vente de produits du tabac sur une réserve des Premières Nations ayant eu lieu entre septembre 2013 et 2016 au sein d'une division en Ontario. Le Projet de cotisation concerne principalement des ventes ayant eu lieu sur une courte période entre 2013 et 2014 à un client en particulier et sur lesquelles le Ministère des Finances de l'Ontario considère que les taxes de ventes auraient dues être perçues et remises. Ce Projet a donné lieu à la comptabilisation d'une provision pour Projet de cotisation aux états financiers de la Société lors du troisième trimestre de 2017. Lors du quatrième trimestre, Colabor a reçu un avis de cotisation (l' "Avis") de 6,4 M\$ qui a été payé à même sa trésorerie lors de ce trimestre. La Société a déposé subséquemment un avis d'opposition au Ministère des Finances de l'Ontario, tel que prévu dans la procédure.

Charge de radiation d'actifs

Les actifs à long terme et unités génératrices de trésorerie (UGT) sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Lors du troisième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une charge de radiation d'actifs sans incidence sur la trésorerie de 16,4 M\$ portant principalement sur la perte de valeur du goodwill de Boucherville, dans le secteur grossiste, ainsi que de certaines immobilisations corporelles et incorporelles de la division Summit, dans le secteur distribution. La perte de valeur du goodwill reflète l'effet de la perte récente de volume ainsi que de la révision des perspectives de croissance de la division Summit qui ont également un impact sur les synergies d'approvisionnement futures pouvant être réalisées dans la division Boucherville.

Amortissement

La charge d'amortissement pour le quatrième trimestre de 2017 est de 3,6 M\$ comparativement à 3,5 M\$ pour la période correspondante en 2016. La charge d'amortissement cumulative se chiffre à 11,3 M\$ comparativement à 11,5 M\$ pour la même période au dernier exercice.

Charges financières

Les charges financières du quatrième trimestre de 2017 sont de 2,2 M\$ et inférieures à 3,3 M\$ lors du trimestre correspondant de 2016. Les charges financières cumulatives de 7,6 M\$ sont également inférieures à celles enregistrées lors de la période correspondante de 2016, qui étaient alors de 12,0 M\$. Cette baisse s'explique principalement par l'effet combiné de la baisse du taux moyen ainsi qu'une réduction de l'emprunt bancaire résultant de la recapitalisation et la production de flux de trésorerie par les opérations.

Charge (recouvrement) d'impôts

La charge d'impôts au quatrième trimestre de 2017 est de 0,4 M\$, comparativement à 0,5 M\$ au quatrième trimestre de 2016, et s'explique principalement par un résultat avant impôts inférieur à celui du trimestre correspondant de l'année précédente. Pour la période cumulative de 2017, le recouvrement d'impôts se chiffre à 0,6 M\$ comparativement à une charge de 1,2 M\$ pour la période équivalente de 2016.

Résultat net par action

Le résultat net par action du quatrième trimestre de 2017 a atteint 0,00 \$ par action, équivalent au résultat net par action au quatrième trimestre de 2016. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période était de 102 074 318 comparativement à 76 984 657 lors du trimestre équivalent de 2016.

Le résultat net cumulé se chiffre à (0,18) \$ par action comparativement à un résultat cumulé de 0,01 \$ par action pour la période équivalente de 2016, soit une baisse du résultat net par action de 0,19 \$. Cette baisse reflète la réduction du résultat net et par l'augmentation du nombre d'actions en circulation tel que décrit précédemment.

5.2. Situation financière

Le tableau qui suit représente les États consolidés de la situation financière du quatrième trimestre de la Société :

États consolidés de la situation financière

(non audités, en milliers de dollars)

	Au 30 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actif		
Courant		
Client et autres débiteurs	94 651	99 981
Stock	78 663	83 246
Frais payés d'avance	3 636	3 081
Autres	1 124	1 830
Actif courant	178 074	188 138
Non courant		
Immobilisations corporelles	11 140	13 128
Immobilisations incorporelles	46 228	55 593
Goodwill	70 813	84 130
Actifs d'impôts différés	3 382	2 015
Autres	1 452	1 693
Actif non courant	133 015	156 559
Total de l'actif	311 089	344 697
Passif		
Courant		
Découvert bancaire	6 559	7 468
Fournisseurs et autres créditeurs	97 787	105 314
Portion à court terme de la dette à long terme	758	550
Autres	982	654
Passif courant	106 086	113 986
Non courant		
Dette à long terme	54 129	61 211
Débiteures convertibles	49 105	48 870
Obligation au titre de la retraite	1 301	662
Provisions	2 267	2 998
Passifs d'impôts différés	639	517
Passif non courant	107 441	114 258
Total du passif	213 527	228 244
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	97 562	116 453
Total du passif et des capitaux propres	311 089	344 697

Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont en baisse de 5,3 M\$ comparativement à 2016. La Société maintient des efforts systématiques afin d'assurer une collection des comptes clients efficace.

Stocks

Les inventaires sont en baisse de 4,6 M\$ par rapport à 2016. Cette variation s'explique en partie par des efforts généralisés de maintenir un niveau optimal des stocks à travers l'organisation.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs sont en baisse par rapport à 2016, soit de 7,5 M\$. Cette baisse s'explique principalement par la réduction des achats afin de maintenir un niveau optimal des stocks à travers l'organisation et la baisse du volume de ventes.

Facilités de crédit

Le 13 octobre 2016, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger sa facilité de crédit d'un montant maximal de 140 M\$ pour un terme de trois ans. De gré à gré, la facilité de crédit peut être augmentée de 30 M\$ supplémentaire. Elle vient à échéance le 13 octobre 2019 et est garantie par une hypothèque de premier rang sur les actifs présents et futurs de la Société. Les montants empruntés à même la facilité peuvent prendre plusieurs formes et le taux d'intérêt varie en fonction du type d'emprunt effectué. Au 30 décembre 2017, la facilité est composée d'un emprunt et d'acceptations bancaires qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,86 % et 3,20 % (entre 2,72 % et 3,20 % au 31 décembre 2016). À cette date, la facilité de crédit était utilisée à hauteur de 28,1 M\$, en baisse par rapport à une utilisation de 35,9 M\$ à la fin de l'année précédente. En 2016, des frais de refinancement au montant de 1,4 M\$ ont été capitalisés à l'encontre de l'emprunt bancaire. La Société a l'obligation de respecter un ratio de couverture des charges fixes. Au 30 décembre 2017, ce ratio était respecté.

Capital-actions

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est présenté à la Notice annuelle de Colabor datée du 22 février 2018 et qui est accessible via le site Web de SEDAR au www.sedar.com.

Au 22 février 2018, 101 177 932 actions ordinaires et 50 000 débetures convertibles étaient émises et en circulation et 6 550 420 options d'achat d'actions étaient en circulation dont 1 239 000 options pouvaient être exercées.

Débetures convertibles

Le 13 octobre 2016, la Société a conclu une entente pour amender les conditions relatives aux débetures convertibles émises le 27 avril 2010. Le taux d'intérêt des débetures est de 6,0% en 2017 (6,0% en 2016). Le taux effectif des débetures est de 6,55% (6,55% en 2016). Les débetures sont convertibles, au gré de leur porteur, en actions au taux de conversion de 400 actions par tranche de 1 000 \$ de capital des débetures, soit un prix de conversion de 2,50 \$ par action (2,50 \$ par action en 2016). La Société pouvait, en certaines circonstances, procéder à leur rachat anticipé, de façon partielle ou en totalité, après le 30 avril 2015. Aucun rachat anticipé n'a été effectué au cours de l'exercice terminé le 30 décembre 2017.

5.3. Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés :

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audités, en milliers de dollars)

	Trimestre		Annuel	
	2017 112 jours \$	2016 119 jours \$	2017 364 jours \$	2016 371 jours \$
Activités opérationnelles				
Résultat net	509	(160)	(18 592)	323
Impôts différés	843	412	(1 075)	621
Amortissements	3 637	3 514	11 271	11 509
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	—	—	16 440	—
Charges financières	2 248	3 273	7 571	11 973
Autres	78	(718)	(554)	(1 433)
	7 315	6 321	15 061	22 993
Variation nette du fonds de roulement	4 174	9 165	3 056	10 151
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	11 489	15 486	18 117	33 144
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(950)	(556)	(1 851)	(966)
Dispositions d'immobilisations corporelles	276	36	330	235
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(89)	(179)	(490)	(461)
Autres	(173)	22	(58)	147
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(936)	(677)	(2 069)	(1 045)
Activités de financement				
Remboursement de la facilité de crédit	(8 792)	(42 127)	(7 784)	(54 050)
Paiement en vertu de contrats de location	(188)	(145)	(658)	(499)
Émission de capital-actions, net des frais afférents	—	47 831	5	47 831
Remboursement de la dette subordonnée	—	(17 500)	—	(17 500)
Frais de refinancement payés	—	(947)	—	(947)
Charges financières payées	(1 982)	(2 695)	(6 702)	(10 296)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(10 962)	(15 583)	(15 139)	(35 461)
Variation nette du découvert bancaire	(409)	(774)	909	(3 362)
Découvert bancaire au début de la période	(6 150)	(6 694)	(7 468)	(4 106)
Découvert bancaire à la fin de la période	(6 559)	(7 468)	(6 559)	(7 468)

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles du quatrième trimestre sont positifs et s'élèvent à 11,5 M\$ comparativement à des flux de 15,5 M\$ pour la période équivalente en 2016. Cette variation s'explique principalement par une variation nette positive du fonds de roulement moins importante lors du quatrième trimestre de 2017, alors que les fournisseurs et autres crédateurs étaient plus élevés lors de la période comparable suite au recouvrement de termes de paiement plus favorables.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles cumulés sont positifs et se sont chiffrés à 18,1 M\$ comparativement à 33,1 M\$ pour la même période en 2016. Cette variation s'explique principalement par la réduction du résultat net provenant de la réduction du BAIIA et de l'augmentation des frais non-liés aux opérations, notamment, par le paiement de 6,4 M\$ fait au Ministère des finances de l'Ontario.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement du quatrième trimestre sont négatifs à 0,9 M\$ et comparables à ceux du quatrième trimestre de 2016.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement cumulés sont négatifs à 2,1 M\$ comparativement à des flux négatifs de 1,0 M\$ pour la même période en 2016. Cette augmentation s'explique par des acquisitions d'immobilisations corporelles plus élevées lors de la période cumulative de 2017.

Activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement du quatrième trimestre sont négatifs et s'élèvent à 11,0 M\$ comparativement à des flux négatifs de 15,6 M\$ pour la même période en 2016. Cette variation s'explique par une réduction de la dette bancaire et des frais financiers payés suite à l'opération de recapitalisation qui a été conclue en octobre 2016.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement cumulés sont négatifs et s'élèvent à 15,1 M\$ comparativement à des flux négatifs de 35,5 M\$ lors de la période équivalente de 2016. Cette variation s'explique par la réduction de la dette et des frais financiers suite à l'opération de recapitalisation.

Paievements exigibles

Les paiements exigibles des cinq prochaines années se détaillent comme suit :

(non audités, en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	Total	Paievements exigibles par période			
		Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	5 ans et plus
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunt bancaire	28 137	—	28 137	—	—
Obligations découlant de contrats de location	3 090	875	1 258	957	—
Dette à long terme (valeur nominale)	25 000	—	25 000	—	—
Débitures convertibles (valeur nominale)	50 000	—	—	50 000	—
Provision	4 026	943	1 886	1 052	145
Contrats de location simple	66 156	16 099	22 122	16 121	11 814
	176 409	17 917	78 403	68 130	11 959

6. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des derniers trimestres :

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2017				2016			
	T4 (112 jours)	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)	T1 (84 jours)	T4 (119 jours)	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)	T1 (84 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	401 557	319 334	331 372	267 187	432 543	339 102	342 979	284 811
BAIIA ajusté	7 057	7 682	9 018	900	9 092	9 196	10 074	1 905
Résultat net	509	(18 753)	3 097	(3 446)	(160)	2 708	3 073	(5 298)
Résultat net de base et dilué par action	—	(0,18)	0,03	(0,03)	—	0,10	0,11	(0,19)

7. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Le tableau qui suit fait état des opérations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc. :

(non audités, en milliers de dollars)

	Trimestre		Annuel	
	2017 112 jours \$	2016 119 jours \$	2017 364 jours \$	2016 371 jours \$
États consolidés du résultat				
Ventes	10 694	9,089	29 651	26,931
États consolidés de la situation financière				
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer			1 604	442
Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc. ^(a)			500	500

^(a) Dans le cadre de l'opération de recapitalisation survenue en octobre 2016, la Société a versé une somme de 0,5 M\$ à Gestion Robraye Ltée en contrepartie de l'option d'acquiescer Dubé & Loiselle Inc. dans les trois ans suivant la clôture de l'opération de recapitalisation. La Société juge qu'elle n'a ni le contrôle, ni l'influence pour consolider cette entité dans ses états financiers. Elle est plutôt considérée comme une partie liée de la Société.

8. Événement postérieur à la date de clôture

Le 15 janvier 2018, Colabor a annoncé la réduction du nombre d'actions en circulation en raison de la liquidation et de la dissolution de Investissements Colabor inc., une société d'investissement dont Colabor était actionnaire. À sa dissolution, Colabor a reçu sa part proportionnelle des actions, soit 934 900 actions ordinaires de Colabor, soit un peu moins de 1% du capital-action de la Société, lesquelles ont immédiatement été annulées. Le nombre d'actions émises et en circulation est passé de 102 112 832 à 101 177 932 actions en date de l'annonce.

9. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de garantie bancaire de l'ordre de 1 764 000\$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société et la marge de crédit auprès d'un fournisseur.

10. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 22 février 2018 la « Notice » et accessible le site de SEDAR à www.sedar.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

11. Estimations et jugements importants

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Estimations

Perte de valeur des clients et autres débiteurs

Le montant comptabilisé au titre de perte de valeur des clients et autres débiteurs est fondé sur l'estimation de la direction des risques associés à chacun des clients et aux autres débiteurs de la Société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

Perte de valeur sur l'actif financier disponible à la vente

La direction examine la présence d'indices de dépréciation de l'actif financier disponible à la vente à chaque date de présentation de l'information financière. Lorsque la direction détermine que l'actif a subi une dépréciation, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reclassée aux résultats.

Évaluation du stock

Le stock est évalué au montant le moins élevé du coût et de la valeur nette de réalisation. Lorsqu'elle estime la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des indications les plus fiables dont elle dispose au moment où les estimations sont faites. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

Actifs d'impôts différés

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction évalue individuellement la comptabilisation des actifs d'impôts différés assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, en tenant compte des faits et des circonstances propres à chacun.

Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux futures augmentations de salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés ainsi que d'autres facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

Jugements importants

Perte de valeur des marques de commerce et du goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a acheté une option pour acquérir Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Cette option d'achat est valide pour une durée de trois ans. La Société jugeant qu'elle n'a ni le contrôle ni l'influence nécessaire sur les décisions de gestion de Dubé & Loiselle Inc. pour consolider cette entité dans ses états financiers, celle-ci est plutôt considérée comme une partie liée à la Société.

12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 30 décembre 2017. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces. Pour la période de 364 jours terminée le 30 décembre 2017, il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

13. Normes, modifications et interprétations existantes qui ne sont pas encore en vigueur

IFRS 9 Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié IFRS 9, laquelle remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 introduit des améliorations comprenant un modèle plus logique de classification et d'évaluation des actifs financiers, un modèle unique de dépréciation plus prospectif, fondé sur les pertes de crédit attendues et un modèle de comptabilité de couverture substantiellement modifié. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. La Société estime que l'adoption de cette norme n'aura aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 laquelle remplacera IAS 17 Contrats de location. IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location; établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles; modifie la comptabilisation des accords de cession-bail; conserve en grande partie l'approche d'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'information. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'adoption anticipée est permise dans certaines circonstances. La Société estime que cette nouvelle norme augmentera la valeur des immobilisations corporelles et des obligations découlant de contrats de location, elle diminuera les charges opérationnelles et augmentera les amortissements et charges financières. L'impact se rapproche des montants présentés à la note 18 aux états financiers sur les contrats de location et engagements.